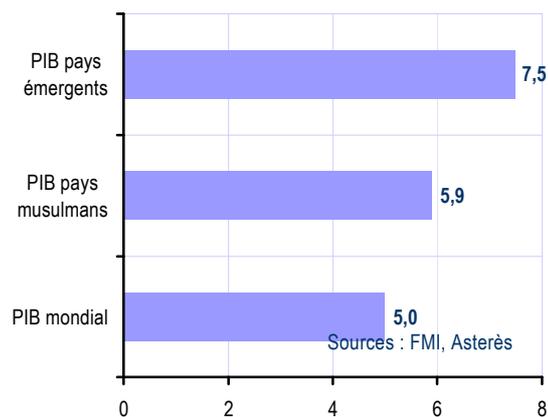


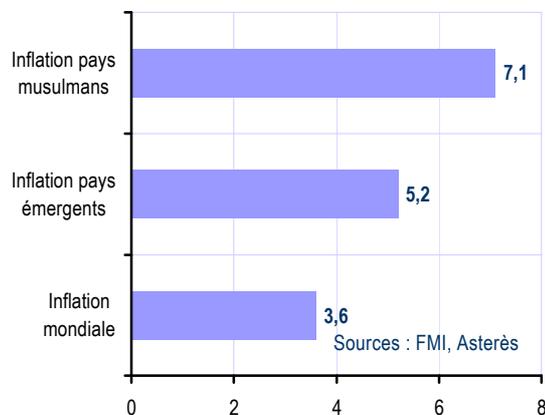
Pas de clash des civilisations en économie

23 juillet 2007

► Croissance du PIB



► Inflation



Asterès met en place des outils d'analyse et de prévisions économiques à destination des entreprises.

- ✓ La société réalise des tableaux de bord et des lettres de veille sur l'économie française et internationale.
- ✓ Asterès répond aux besoins d'études et de prévisions économiques préalables à une opération stratégique dans un marché émergent : implantation, partenariat, prospection commerciale...
- ✓ Asterès organise pour le compte de ses clients des séminaires et des formations intra-entreprises.

✓ Les économistes wébériens soutiennent que les pays musulmans n'ont pas pu se développer en raison du fait religieux : l'interprétation de la parole du prophète n'aurait pas permis la reconnaissance des libertés et du droit individuel indispensable au développement d'une économie de marché. Les pays musulmans subiraient l'impact néfaste du fondamentalisme, de l'irrationalité et du rejet de la science. En outre, certains interdits comme celui du prêt à intérêt constitueraient un obstacle au progrès économique. Nous mobilisons dans cette étude des données empiriques qui infirment ces assertions. Nous montrons au contraire que **la croissance économique dans les pays musulmans est plus forte que la croissance économique mondiale, et que la religion n'est pas un facteur discriminant**. La qualité des politiques économiques de stabilisation et les réformes structurelles importent plus.

✓ Méthodologie :

Nous avons utilisé les données homogénéisées du FMI sur la période 2004-2008. Nous avons introduit la prévision 2008 afin que notre étude comporte une dimension prospective (certes limitée puisque ne portant que sur un exercice). Nous considérons un pays comme musulman si au moins 80% de la population est musulmane. Ce qui nous a amené à identifier 32 pays (cf. annexe). Pour des raisons de disponibilités et de qualité des statistiques, trois pays ont été exclus : la Somalie, l'Irak et les territoires palestiniens. A partir des données du FMI, nous avons pu bâtir des indicateurs composites de croissance et d'inflation sur ces 32 pays musulmans.

✓ 1^{er} constat : une forte croissance

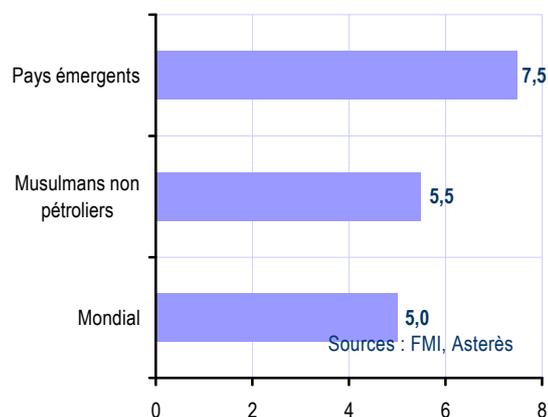
Sur les 32 pays musulmans, 22 (c'est-à-dire 69%) auront connu une croissance annuelle moyenne sur la période 2004-2008 supérieure à la croissance mondiale (5%). En revanche, seulement 4 auront enregistré une croissance supérieure à celle des économies émergentes (7,5%, essentiellement tirée vers le haut par la Chine et l'Inde). Aucun ne connaît une croissance inférieure à 3% : l'aire musulmane échappe complètement au syndrome de la croissance molle.

✓ 2^{ème} constat : une contribution positive à l'économie mondiale

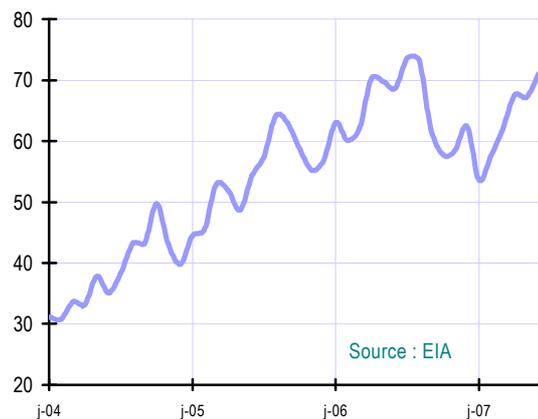
Sur la période 2004-2008, la croissance économique annuelle des pays musulmans se sera établie à 5,9%, contre 5% pour la croissance mondiale. Autrement dit, l'aire musulmane croît à un rythme de près de 20% supérieur à l'économie mondiale.

Pas de clash des civilisations en économie

► Croissance du PIB



► Cours du pétrole (dollars)



✓ 3^{ème} constat : de mauvaises performances en terme d'inflation

Si les pays musulmans sont de bons élèves en terme de croissance économique, ce n'est pas le cas en terme d'inflation. En effet, dans l'aire musulmane, les prix à la consommation augmentent en moyenne chaque année de 7,1% sur la période étudiée, contre 3,6% dans le monde, et 5,2% dans les pays émergents. L'inflation est particulièrement élevée dans certaines grandes économies musulmanes, comme l'Indonésie, le Pakistan, l'Egypte ou l'Iran. Cette inflation opiniâtre est due à un manque de concurrence entre entreprises, qui débouche sur des structures de marché souvent oligopolistiques.

✓ 4^{ème} constat : la forte croissance des pays musulmans ne s'explique pas que par le pétrole.

Baucoup de pays musulmans ont bénéficié ces dernières années de la rente pétrolière. On sait en particulier que certaines économies comme l'Algérie, l'Arabie Saoudite ou surtout l'Iran souffrent d'une faible croissance à long terme en raison d'institutions déficientes, mais ont toutefois tiré de larges revenus d'exportations d'hydrocarbures. Pour corriger ce biais, nous avons enlevé de notre échantillon les pays musulmans appartenant au groupe des 30 principaux producteurs de pétrole dans le monde. Sur la période 2004-2008, la croissance du PIB de ce groupe de pays musulmans non producteurs de pétrole s'élève à 5,5%, soit à peine moins que l'ensemble de l'aire musulmane. Ainsi, la forte croissance des pays musulmans ne s'explique pas seulement par la rente pétrolière. Certains gouvernements ont en particulier entamé un lourd processus de réforme afin d'élever le niveau de croissance économique à long terme. C'est le cas de la Turquie, du Maroc et, dans une certaine mesure, de pays comme le Bangladesh, l'Egypte ou le Pakistan.

✓ 5^{ème} constat : la croissance permet une augmentation du PIB par habitant

Reste à analyser si cette forte croissance économique se traduit par une augmentation du niveau de vie. Autrement dit, la croissance du PIB est-elle suffisante pour permettre une augmentation du PIB par habitant ? La réponse est positive dans la quasi-totalité des cas. Certains pays majeurs ont même connu une augmentation forte du PIB par habitant (supérieure à 15%). C'est notamment le cas de la Turquie, du Maroc, de la Tunisie, de l'Indonésie, du Bangladesh ou du Pakistan. Sur la période étudiée, seul un pays aura vu le PIB par tête reculer : le Yémen en raison d'une croissance économique inférieure à celle de la population.

Pas de clash des civilisations en économie

✓ Conclusion : bien que les pays musulmans aient un PIB par habitant encore relativement faible, il n'est plus possible d'affirmer qu'ils accusent un retard de croissance. Au contraire, **le PIB y augmente plus vite que dans le monde pris dans son ensemble, ce qui se traduit par une augmentation du niveau de vie moyen**. Cette amélioration n'est pas seulement due à l'augmentation de la demande et des prix des hydrocarbures. Elle émane donc certainement aussi de choix réalisés en terme de politiques économiques. La plupart des grands pays musulmans (Turquie, Indonésie, Algérie, Pakistan, Maroc, Tunisie, Egypte...) ont adopté à des degrés divers des politiques économiques de stabilisation et d'enracinement des institutions favorables à l'économie de marché et à l'ouverture commerciale. Fait notable : dans les pays musulmans, les partis « islamiques modérés » (AKP en Turquie, PJD au Maroc) sont du point de vue économique des partis plutôt « libéraux ».

Le plus probable est que toute culture comporte des éléments favorables au développement, en particulier l'esprit d'entreprise et la volonté d'améliorer le sort matériel de sa famille. La politique économique peut les laisser prospérer ou, au contraire, les en empêcher. Il faut se rappeler que les économistes obsédés par l'impact de la culture sur la prospérité expliquaient que le confucianisme empêcherait le développement de l'Asie et que l'Hindouisme générerait des rigidités sociales et un mysticisme qui condamneraient l'économie indienne.

► Annexe statistique

Pays	Croissance annuelle PIB 04-08	Inflation moyenne 04-08	Croissance du PIB par habitant 04-08	PIB 2006 (Md\$)	Pays producteur de pétrole
Afghanistan	11,2%	9,2%	36,0%	8,4	-
Algérie	4,1%	3,8%	10,3%	114,3	X
Arabie Saoudite	5,0%	1,9%	10,5%	348,6	X
Azerbaïdjan	26,9%	13,9%	150,9%	19,8	X
Bahrein	7,2%	2,8%	22,2%	16,1	-
Bangladesh	6,5%	6,3%	19,7%	65,2	-
Comores	3,2%	3,1%	4,5%	0,4	-
Djibouti	4,6%	3,4%	9,3%	0,8	-
Egypte	6,1%	9,0%	17,3%	107,4	X
Gambie	6,1%	2,8%	14,1%	0,5	-
Guinée	3,4%	31,0%	1,4%	3,3	-
Indonésie	5,9%	8,7%	19,3%	364,2	X
Iran	4,9%	15,0%	14,7%	212,5	X
Jordanie	6,3%	4,7%	15,4%	14,3	-
Koweït	5,8%	3,1%	4,0%	96,1	X
Kyrgyzstan	3,9%	4,7%	11,4%	2,8	-
Libye	7,0%	7,0%	20,9%	50,3	X
Maldives	4,4%	4,9%	11,9%	1,0	-
Mali	5,6%	3,3%	13,4%	6,2	-
Maroc	4,6%	2,1%	15,0%	57,4	-
Mauritanie	6,0%	8,0%	14,7%	2,7	-
Oman	6,0%	3,1%	20,0%	36,0	X
Pakistan	6,8%	7,4%	20,8%	129,0	-
Qatar	8,7%	9,8%	14,1%	52,7	X
Sénégal	5,0%	2,1%	10,4%	9,2	-
Syrie	3,5%	7,5%	3,0%	31,5	-
Tadjikistan	7,4%	9,5%	29,4%	2,8	-
Tunisie	5,3%	3,1%	16,9%	30,6	-
Turkménistan	9,5%	8,6%	34,9%	21,8	-
Turquie	5,9%	7,5%	19,4%	392,4	-
Ouzbékistan	7,3%	15,7%	27,8%	16,1	-
Yémen	3,3%	17,9%	-3,0%	18,7	-

Source : FMI, calculs Asterès